



OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE

L'ÉNERGIE, CLÉ DE LA RÉCONCILIATION À CHYPRE ?

PAR BASTIEN ALEX, CHERCHEUR À L'IRIS

février 2014

L'ÉNERGIE, CLÉ DE LA RÉCONCILIATION A CHYPRE ?

PAR **Bastien ALEX** / Chercheur à l'IRIS

Nicos Anastasiades et Dervis Eroglu, respectivement président de la République de Chypre et leader de la République turque de Chypre-Nord (RTCN) ont effectué mardi 11 février 2014 une déclaration commune afin de relancer les pourparlers sur la lancinante question de la réunification de l'île, dossier en souffrance depuis l'échec du référendum du 24 avril 2004 organisé à l'initiative du Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan.¹

A l'issue de la rencontre entre les deux hommes, qui s'est tenue dans la zone tampon sous contrôle des Nations unies à Nicosie, un communiqué a été publié², contenant sept points délimitant le cadre des négociations à venir et réaffirmant plusieurs objectifs tels la volonté de mettre « tous les problèmes centraux sur la table » et de soumettre aux deux communautés *via* un « référendum séparé simultané » l'accord trouvé (point 2) ; les principes d'une « fédération bicommunale et bizonale dotée de deux Etats constitutifs » – seule la Fédération ainsi formée disposerait de la personnalité juridique internationale et du statut de membre de l'ONU –, d'une « constitution fédérale déterminant les pouvoirs de la Fédération et des Etats constitutifs », d'une « Cour Suprême fédérale » tranchant les litiges (point 3) ; ou encore « l'égalité de statut des deux Etats constitutifs » (point 4).

L'accord a été globalement salué par l'ensemble des parties, notamment le médiateur américain, dont l'implication – inhabituelle – sur la question de la réunification a été confirmée par le rôle et les déclarations de soutien de Victoria Nuland, responsable des relations avec l'Union européenne(UE) auprès du secrétaire d'Etat³. L'UE s'est également félicitée de cette évolution d'un dossier sur lequel, il est vrai, elle reste à la peine depuis l'adhésion de la République de Chypre, le 1^{er} mai 2004, car désormais juge et partie. Bruxelles a ainsi réagi par la voix du président de la Commission José Manuel Barroso et du président du Conseil de l'UE Herman Van Rompuy qui ont qualifié de façon très formelle la déclaration commune de « solide fondation pour la reprise des négociations pour un juste et viable règlement du problème persistant à Chypre », tout en proposant les services de la

¹ Ce troisième plan de réunification onusien avait, à l'époque, été accepté à 64,91 % par les Chypriotes turcs et rejeté à 75,83 % par les Chypriotes grecs.

² Texte intégral ici <http://famagusta-gazette.com/joint-statement-on-cyprus-talks-full-text-p22275-69.htm>.

³ « Chypre : la sous-secrétaire d'Etat américaine Victoria Nuland est "optimiste" », TRTY français, 5 février 2014, <http://www.trtfrancais.com/fr/informations/detail/monde/14/chypre-la-sous-secrtaire-detat-amricaine-vic/12496>.

Commission pour les travaux préparatifs à l'alignement sur l'acquis communautaire de la RTCN⁴. Le Premier ministre grec Antonis Samaras, qui avait par le passé fait montre de son hostilité à l'égard du dernier plan de réunification en 2004, a déclaré que la reprise des négociations restait « l'une des principales priorités de la politique étrangère grecque ». Ahmet Davutoglu, ministre turc des Affaires étrangères, a pour sa part contacté son homologue grec pour lui communiquer sa « profonde joie » devant la reprise des pourparlers⁵.

Comment expliquer ce développement soudain, après dix années de pourparlers léthargiques ? L'incidence des récentes découvertes d'hydrocarbures en Méditerranée orientale (Bassin du Levant) a souvent été présentée dans la presse (française notamment⁶) comme le principal facteur explicatif. S'il ne faut pas minimiser l'impact de la dimension énergétique sur l'évolution de la conjoncture, force est de constater que celle-ci n'est qu'un des multiples paramètres de l'équation.

En effet, le samedi 1^{er} février, soit quelques jours avant la déclaration commune, un navire battant pavillon norvégien et réalisant des travaux de prospection pour Total dans les eaux territoriales chypriotes a été sommé par une frégate de la marine turque, via communication radio, de stopper ses activités. Rappelons que la Turquie s'oppose à toute exploitation des gisements découverts ou toute mission de prospection tant que la réunification de l'île n'aura pas été réalisée, brandissant le risque d'un partage des ressources et de leurs dividendes favorisant la communauté chypriote grecque. L'intervention de la marine turque avait alors provoqué l'ire de Nicosie, qui, accusant Ankara de recourir à la politique de la canonniers, avait évoqué son intention de porter l'affaire devant les Nations unies⁷. Cet épisode montre qu'au contraire, les ressources naturelles, vitales pour les Etats, constituent

⁴ « Cyprus peace talks resume with renewed hope », *Today'sZaman.com*, 11 février 2014, <http://www.todayzaman.com/news-339133-cyprus-peace-talks-resume-with-renewed-hope.html>.

⁵ Helena Smith, « High stakes as Greeks and Turks revive Cyprus peace talks », *TheGuardian.com*, 10 février 2014, <http://www.theguardian.com/world/2014/feb/10/greeks-turks-cyprus-peace-talks-negotiation>.

⁶ Guillaume Perrier, Alain Salles, « Les négociations reprennent pour la réunification de Chypre », *LeMonde.fr*, 12 février 2014, http://lemonde.fr/europe/article/2014/02/12/les-negociations-reprennent-pour-la-reunification-de-chypre_4364925_3214.html ; « Chypre: les négociateurs œuvrent pour une solution rapide » ; *Libération.fr*, 11 février 2014, http://www.liberation.fr/monde/2014/02/11/chypre-reprise-des-pourparlers-de-paix-apres-deux-ans-d-interruption_979304 ; « Chypre : reprise des pourparlers de paix », *LeFigaro.fr*, 11 février 2014, <http://www.lefigaro.fr/international/2014/02/11/01003-20140211ARTFIG00344-chypre-reprise-des-pourparlers-de-paix.php>.

⁷ « Un navire militaire turc intercepte un navire sismique travaillant pour Total au large de Chypre », *LeMarin.fr*, 4 février 2014, <http://www.lemarin.fr/articles/detail/items/un-navire-militaire-turc-intercepte-un-navire-sismique-travaillant-pour-total-au-large-de-chypre.html>.

davantage un objet de convoitises et donc un motif d'affrontement plutôt qu'une opportunité de coopération. De même, si l'énergie était le paramètre central dans la région, un tel incident aurait vraisemblablement empêché le président de la République de Chypre, ne serait-ce que dans un souci de cohérence et de crédibilité auprès d'une partie de son électorat, de faire, dix jours plus tard, une déclaration commune avec son homologue de la RTCN, soutenue par la Turquie.

L'implication des États-Unis, à n'en pas douter, a joué un rôle important dans le rapprochement des deux parties de l'île, et n'est pas pour autant en lien direct avec la question des hydrocarbures. En effet, le soutien américain au processus de réunification, d'habitude plutôt discret, trouve sans doute son origine dans les discussions actuelles entre Moscou et Nicosie au sujet de facilités d'utilisation de la base aérienne chypriote Alexandre Papandreou située à proximité de la localité de Paphos accordées à la Russie. En 2013, l'annonce dans certains médias de pourparlers russo-chypriotes concernant l'implantation d'une base russe sur l'île, conjuguée aux propositions de Moscou de renflouement des banques chypriotes menacées de banqueroute⁸, avait alerté les États-Unis. La Russie souhaitait en effet louer de façon permanente la base Alexandre Papadopoulos et profiter de ses infrastructures. L'affaire avait alors quelque peu embarrassé le gouvernement de Nicosie, obligé de se justifier, de nier toute pression russe – et américaine – et de rappeler que l'accord ne concernait que des possibilités d'atterrissage et de stationnement d'appareils militaires pour des raisons humanitaires et en situation d'urgence, possibilités déjà accordées à plusieurs pays⁹. En définitive, l'accord devrait autoriser les forces armées russes à utiliser la base aérienne Alexandre Papandreou mais également le port de Limassol, uniquement dans ces conditions précises et sans pouvoir stocker de matériels. Si l'agrément est encore en discussion¹⁰, les négociations autour de son contenu ont l'oreille attentive de Washington et de l'OTAN, ne serait-ce qu'en raison de la proximité du conflit syrien et de l'initiative en cours menée par les Nations unies et l'Organisation pour l'interdiction des

⁸ Ces propositions de soutien financier étaient d'ailleurs motivées par la présence dans les banques chypriotes de quelque 24 milliards d'euros de dépôts, appartenant à des citoyens russes, placés sur l'île dont le régime fiscal est très accommodant. Gilles Bridier, « Pourquoi la Russie s'intéresse tellement à la crise à Chypre », *Slate.fr*, 20 mars 2013, <http://www.slate.fr/story/69661/chypre-russie-banques-fiscalite>.

⁹ « Government stuck between US and Russia over airbase use », *CyprusMail.com*, 24 novembre 2013, <http://cyprus-mail.com/2013/11/24/government-stuck-between-us-and-russia-over-airbase-use/>.

¹⁰ « Cabinet gives OK for Russian use of Paphos base », *CyprusMail.com*, 10 janvier 2014, <http://cyprus-mail.com/2014/01/10/cabinet-gives-ok-for-russian-use-of-paphos-base/>.

armes chimiques pour détruire le stock de Damas¹¹. L'organisation d'exercices communs entre les marines russe et chinoise en Méditerranée orientale n'y est pas non plus totalement étrangère.

De même, Israël rentre vraisemblablement en ligne de compte dans la décision américaine. En effet, la résolution du contentieux chypriote bénéficierait à Tel-Aviv, qui reste le principal allié des Etats-Unis au Proche-Orient malgré un refroidissement des relations, entre autres depuis les évolutions de la position de Washington sur le dossier iranien et les critiques du ministre de la Défense Moshé Yaalon à l'encontre de John Kerry. Israël, qui exploite le gisement de Tamar depuis mars 2013, ne peut lancer celle du gisement Leviathan, découvert en mai 2010 au large d'Haïfa, sans une réconciliation à Chypre, une normalisation avec la Turquie, un accord avec le Liban voisin qui conteste la délimitation des ZEE et, en définitive, un soutien des Etats-Unis. Serait-ce donc là, pour l'administration américaine, une manière de ménager l'allié privilégié au Proche-Orient ? C'est également une hypothèse, semble-t-il plus crédible que celle limitant le soutien apporté par Washington au dossier de la réunification chypriote au seul objectif de favoriser la compagnie Noble Energy, principal opérateur dans la zone et certes américaine mais d'importance mineure au sein de l'industrie pétro-gazière mondiale¹².

Autre élément de contexte explicatif, la timide relance, après trois années difficiles, du processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne qui s'est traduite par l'ouverture d'un nouveau chapitre de négociations en novembre 2013 après presque trois ans d'une relation difficile. Cela témoigne d'un apaisement, auquel la visite de François Hollande, la première d'un président français en exercice depuis vingt-deux ans, participe également. Si certains contestent le lien entre le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne et le différend chypriote, il faut tout de même réaffirmer que le principal obstacle politique reste la non-reconnaissance par la Turquie de la République de Chypre, position liée à la partition de l'île et responsable du veto de Nicosie sur l'ouverture huit chapitres de négociations depuis le 11 décembre 2006. Ainsi, dans un contexte de reprise du dialogue

¹¹ Rappelons également que Chypre a passé plusieurs accords de coopération avec les Etats-Unis depuis 2001 dans le cadre de la lutte contre le terrorisme (traité d'assistance judiciaire mutuelle en 2001, initiative de protection contre la prolifération en 2005).

¹² Noble Energy n'a réalisé en 2012 que 1,5 milliard de dollars de chiffre d'affaires, bien loin de celui d'ExxonMobil, la première entreprise du secteur, qui dépasse les 450 milliards, soit l'équivalent du PIB de l'Argentine.

avec l'UE, la Turquie est plus encline à soutenir une déclaration commune des leaders chypriotes grec et turc¹³.

Enfin, la situation intérieure turque est également à regarder de près. Déstabilisés par le scandale actuel de corruption qui éclabousse plusieurs des membres de son gouvernement et par l'affrontement en cours avec la communauté Gülen, le Premier ministre Erdogan et son parti connaissent une période délicate si l'on considère les futures échéances électorales. Bien que le parti ne semble toutefois pas menacé par la principale formation de l'opposition (CHP) pour les municipales à venir en mars 2014 – les présidentielles interviendront en juillet –, soutenir un dossier de politique extérieure peut permettre d'endiguer en partie une baisse de popularité¹⁴.

C'est donc bien à l'aune de ces éléments de contexte qu'il faut examiner le poids du facteur énergétique dans la tentative de relance des négociations à Chypre, à l'arrêt depuis une décennie.¹⁵ La perspective d'égale répartition des ressources ou de la profitabilité commune de leur exploitation peut certes inciter les dirigeants à s'asseoir à la table des négociations, mais elle ne peut émerger que dans un certain contexte qui est la conséquence d'une conjugaison de plusieurs paramètres, politiques et stratégiques¹⁶. La déclaration commune de Nicos Anastasiades et Dervis Eroglu constitue ainsi un élément encourageant mais l'histoire incite à la prudence. Le plan de réunification devra être soumis aux Chypriotes grecs et aux Chypriotes turcs par référendum et, malgré les opportunités économiques liées au secteur énergétique qui pourraient en découler, les deux communautés de l'île ne voteront un tel plan que si elles l'estiment en mesure d'améliorer leur situation. ■

¹³ D'autant plus qu'au début de l'année 2011, suite à un plan d'austérité proposé par Ankara (qui contribue à près d'un quart du budget de la RTCN), des manifestations hostiles à l'AKP avaient eu lieu à Chypre-Nord, provoquant la colère d'Erdogan. « Manifestations des Chypriotes-turcs contre le plan d'austérité d'Ankara », *ZamanFrance.fr*, 2 mars 2011, <http://www.zamanfrance.fr/article/manifestation-des-chypriotes-turcs-contre-le-plan-d%E2%80%99aust%C3%A9rit%C3%A9-d%E2%80%99ankara>.

¹⁴ Plusieurs cadres et membres du parti ont déjà démissionné en raison de l'affrontement avec la confrérie Gülen.

¹⁵ Rappelons à ce propos qu'aucune grande major (ExxonMobil, Shell, BP) n'est pour l'instant présente sur le théâtre est-méditerranéen (Bassin du Levant), et que la Turquie a indiqué à plusieurs reprises aux entreprises étrangères que toute participation à des projets visant à exploiter ou prospecter aurait des répercussions.

¹⁶ Voir également à ce sujet David Koranyi, Nicolo Sartori, « Energy: key to EU-Turkish relations? », *Actaturca.info*, 20 février 2014, <http://acturca.info/2014/02/20/energy-key-to-eu-turkish-relations/>.

L'ÉNERGIE, CLÉ DE LA RÉCONCILIATION A CHYPRE ?

PAR **Bastien ALEX** / Chercheur à l'IRIS

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GEOPOLITIQUE / FEVRIER 2014

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

contact@iris-france.org

www.iris-france.org

www.affaires-strategiques.info